Esclavages & Post-esclavages

Slaveries & Post-Slaveries

5 | 2021

Réparations et esclavages

Introduction

Magali Bessone et Ary Gordien

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/slaveries/4925>

DOI : 10.4000/slaveries.4925

ISSN : 2540-6647

Traduction(s) :

Introduction - URL : <https://journals.openedition.org/slaveries/4940> [en]

Éditeur

CIRESC

Référence électronique

Magali Bessone et Ary Gordien, « Introduction », *Esclavages & Post-esclavages* [En ligne], 5 | 2021, mis en ligne le 25 novembre 2021, consulté le 05 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/slaveries/4925> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/slaveries.4925>

Ce document a été généré automatiquement le 5 janvier 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Introduction

Magali Bessone et Ary Gordien

- 1 Ce numéro de la revue *Esclavages & post-esclavages / Slaveryes & Post-Slaveryes* porte sur les demandes de réparations liées à la traite transocéanique et à l'esclavage colonial aux ^{xx}e et ^{xxi}e siècles. L'objectif est d'explorer comment les acteurs sociaux contemporains lient l'histoire de l'esclavage à des débats théoriques, juridiques et politiques pour aborder la reproduction de rapports géopolitiques, sociaux et raciaux inégalitaires. Plusieurs difficultés se posent lorsqu'on aborde l'étude de l'objet « réparations » au titre de la traite et de l'esclavage colonial : on ne sait d'abord comment le circonscrire, ni temporellement, ni spatialement.
- 2 Il est *très ancien* : comme le souligne Ana Lucia Araujo dans le cas des États-Unis, l'idée de réparations pour l'esclavage y a largement précédé l'émancipation puisqu'elle a accompagné le développement même de la traite et du système esclavagiste dans le Sud (Araujo 2017). Mais il est aussi *très récent* en tant que « problème public » (Michel 2017), très vivement débattu depuis le tournant du ^{xxi}e siècle dans l'espace public européen, états-unien et au-delà, où il constitue un « objet chaud », source de luttes symboliques qui en déterminent les contours. Il nous faut donc tenter à la fois de saisir son mode de construction historique et de le situer dans les passions et émotions collectives qu'il suscite aujourd'hui.
- 3 C'est aussi un objet, d'un côté, *étroitement contextualisé* historiquement, géographiquement, juridiquement : les formulations des demandes de réparations, les modalités et la nature même des demandes (indemnisations, mémorialisations, excuses officielles, etc.) ainsi que les éventuelles réponses institutionnelles, privées ou publiques, obtenues, sont liées tant à la réalité locale des systèmes esclavagistes dont elles procèdent qu'aux procédures et normes du système politico-juridique national dont elles disposent pour se faire entendre. C'est ce que montre l'entretien réalisé par Marie-Jeanne Rossignol, Claire Parfait et Michaël Roy, le 23 novembre 2020, avec l'historien Adam Rothman, professeur à Georgetown University, qui ouvre ce dossier : l'université explore depuis 2015 les formes particulières, pertinentes, que pourraient prendre les réparations engagées par l'établissement en raison des liens qu'il a historiquement entretenus avec l'esclavage et des bénéfices qu'il en a tirés.

- 4 Mais, d'un autre côté, c'est un objet *profondément international*, parce que la traite et l'esclavage ont été des phénomènes interétatiques et transnationaux d'une part, et parce que les catégories avec lesquelles s'appréhendent les réparations se sont construites de manière comparative d'autre part. Giulia Bonacci, dans « La promesse de l'Afrique. Chief M. K. O. Abiola et les réparations pour l'esclavage et le colonialisme, 1990-1993 », retrace la façon dont l'engagement politique et financier en faveur des réparations de Chief Abiola au Nigéria s'est consolidé dans et par les alliances avec les diasporas africaines et les mouvements panafricains, notamment aux États-Unis.
- 5 C'est enfin un objet *pluridisciplinaire*, dont les dimensions théoriques et juridiques sont indissociables de l'analyse socio-anthropologique des acteurs et actrices qui s'investissent dans la cause des réparations, de leurs trajectoires et de leurs compétences acquises par des alliances transnationales permettant de transmettre et tester paradigmes conceptuels et « bonnes pratiques » réparatrices (Miller & Kumar 2007) : c'est pourquoi s'attacher à retracer des trajectoires individuelles, celles de Chief Abiola, comme le fait Giulia Bonacci, ou d'Audley Moore, comme le fait Olivier Maheo, donne la possibilité de discerner toute la complexité des réparations, dans leurs enjeux politiques, idéologiques et pratiques.

Réparer, compenser, redresser, rectifier...

- 6 On ne sait pas même exactement comment nommer cet objet d'étude : Araujo mentionne un certain nombre de « synonymes » en anglais, lesquels ont tous été diversement mobilisés pour exprimer des demandes de « réparations » : « redress, compensation, indemnification, atonement, repayment, and restitution » (Araujo 2017 : 2). En français, c'est le terme « indemnités » qui est utilisé dans les débats qui accompagnent la seconde abolition en 1848 – lorsqu'il s'agit d'indemniser les propriétaires pour la perte de leur « propriété » (Balguy 2020 ; Beauvois 2013). Mais c'est le terme « compensation » qui est largement employé dans le droit contemporain de la responsabilité civile, cette partie du droit civil qui se préoccupe d'établir un dommage, d'identifier les victimes et les agents en charge de les indemniser, enfin de déterminer la nature, les modalités et le montant de la réparation (Bessone & Cottias 2021). En droit international, les réparations ont d'abord désigné les *compensations* dues par un État à un autre pour réparer des dommages de guerre. Puis, à travers la production théorique de la justice transitionnelle, ce paradigme né dans les années 1990 pour théoriser les pratiques liées à l'accompagnement de la transition de sociétés en conflit vers des sociétés réconciliées, l'acception des réparations s'est étendue jusqu'à désigner un ensemble de mesures très diverses. Désormais, les *reparation studies* (De Greiff 2006) s'intéressent à des dispositifs aussi variés que la réhabilitation, les compensations financières individuelles ou collectives, les restitutions, les excuses officielles et les monuments mémoriels, les commémorations et le matériel éducatif (manuels, programmes scolaires)¹. Mais compenser, restaurer, redresser, regretter, reconnaître, restituer, sont bien des gestes différents qui instaurent un rapport différent au passé et au présent, aux individus et aux groupes. Que s'agit-il de « réparer » ? Des identités ou des subjectivités blessées, des relations brisées entre des individus ou des groupes, le lien de confiance rompu avec nos institutions et nos gouvernements, notre rapport de continuité avec notre passé et nos morts ? Avec quels mots et par quels dispositifs ?

- 7 Le texte publié en anglais dans ce dossier, écrit par l'anthropologue Nicole Immler, adopte la terminologie de *repair* : « What is Meant by 'Repair' when claiming Reparations for Colonial Wrongs? Transformative Justice for the Dutch Slavery Past ». On peut ici sans doute entendre dans ce choix, comme l'explique l'anthropologue Deborah Thomas, le souhait de désigner une aspiration qui dépasse les enjeux du droit civil (voir aussi Garapon 2008) :

Repair, like refusal, is practice-oriented and quotidian; it is non-eventful and deeply historical and relational. Like its nominal counterpart, repair urges us to interrogate the multiple scales of entanglement that have led us to where we are now. But where reparation seeks justice through the naming of names, the exposure of public secrets, and the articulation of chains of causality, repair looks for something else. It demands an active listening, a mutual recognizing, an acknowledging of complicity at all levels—behavioral evidence of profound interior transformation. (Thomas 2019 : 212)

- 8 Pourtant, Nicole Immler le souligne également, c'est bien aussi une demande de *justice* qui s'exprime dans les demandes de réparations – une justice qui dépasse le paradigme compensatoire ou rectificatoire du droit civil et qui se décline en demande de redistribution économique, de reconnaissance sociale et de reconstruction politique.

Les réparations comme stratégie d'égalisation et d'émancipation

- 9 Depuis la fin du XIX^e siècle et les dernières lois d'abolitions, on peut distinguer des moments de présence forte de la question des réparations dans tel ou tel contexte national, et au contraire des moments où la question semble refluer – sans jamais toutefois disparaître totalement, avant qu'elle n'en vienne à prendre l'ampleur internationale qu'elle revêt aujourd'hui. Cette dynamique dépend d'abord de la place accordée à d'autres types de revendications pour l'égalité, l'émancipation ou la justice raciale, par rapport auxquelles les réparations apparaissent parfois comme des demandes concurrentielles. Elle dépend également du succès ou de l'échec de certaines stratégies, l'échec obligeant à reconfigurer les demandes ou à les déplacer sur un terrain non encore occupé. Araujo souligne ainsi que les réparations ont dans l'ensemble adopté deux formes principales, l'une consistant à réclamer liberté formelle et réelle et droits politiques, l'autre davantage centrée sur la compensation financière et matérielle. Selon les périodes, c'est plutôt l'une ou l'autre qui devient dominante dans les pratiques et les discours.
- 10 L'article d'Olivier Maheo, présentant la trajectoire de la militante afro-américaine Audley « Queen Mother » Moore des années 1920 aux années 1970, illustre la variété des stratégies réparatrices adoptées, y compris au sein de la gauche radicale états-unienne. Moore dénonce les dommages que l'héritage de l'esclavage – ou du moins, précisément, l'absence d'héritage en raison de l'interruption de la filiation – fait peser sur les générations actuelles en termes de *perte d'identité* et d'histoire personnelle et familiale : « Ils nous doivent beaucoup plus que ce qu'ils pourront jamais payer. Ils nous ont volé notre langue, ils nous ont volé notre culture. Ils nous ont volé à nos mères et nos pères et ils nous ont pris nos noms. » (Keough 2005 : 59-60)
- 11 Mais elle est aussi l'une des premières à *internationaliser* les demandes en mobilisant les catégories juridiques apparues à l'issue des procès pénaux de la Seconde Guerre

mondiale, en particulier celle de génocide. Selon elle, la définition du génocide, telle qu'elle apparaît dans la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide entrée en vigueur en 1951, mentionne des pratiques qui étaient les normes de la traite et qui étaient courantes dans les plantations esclavagistes². Le génocide étant un crime imprescriptible, Moore réclame à ce titre des réparations sous forme de *restitution* de terres, de *compensation* monétaire – 200 milliards de dollars pour 400 ans d'esclavage, et d'*aide* pour les Afro-Américains qui souhaitent « retourner » en Afrique. Enfin, elle inspire à l'universitaire Charles Ogletree, professeur de droit à Harvard, la création du *Reparations Coordinating Committee* (RCC) en août 2000, dont l'objectif est de mettre au point une stratégie pour les réparations susceptible de l'emporter devant une Cour nationale ou internationale – le but n'étant pas tant d'obtenir une compensation financière que de provoquer un *changement de mentalité* dans la société américaine par la publicité des cas et des arguments mobilisés.

- 12 Restreindre la focale sur l'analyse sociohistorique de la trajectoire d'une militante iconique, qui incarne la plus célèbre voix du mouvement pour les réparations aux États-Unis, permet ainsi d'appréhender la multiplicité des formes de revendications, leur ancrage local et international, ainsi que la logique sociale et stratégique de leur expression évoluant dans le temps selon les alliances, les résistances et les concurrences. Cela permet de retracer certains des déterminants par lesquels il apparaît désormais que le temps est venu « d'en finir avec le passé » (Torpey 2006). Ce qui caractérise le moment actuel des réparations, depuis le début du XXI^e siècle, c'est la forte internationalisation des demandes, l'ampleur et la variété assumées des formes de réparations demandées, enfin la liaison explicite des réparations avec la lutte contre le racisme structurel.

Les réparations depuis 2001

- 13 En 2001, les réparations ont été placées au cœur de la « Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée », organisée sous l'égide de l'Unesco, qui a eu lieu à Durban, en Afrique du Sud, du 31 août au 8 septembre. Elles ont ainsi acquis une dimension explicitement internationale, malgré la timidité de la déclaration finale qui a pris des allures de compromis, voire de trahison au regard de l'importance des attentes, comme le rappelle Giulia Bonacci dans son article. Dans son allocution d'ouverture, Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, observait que les problèmes liés au racisme et aux discriminations « résultent en grande partie d'injustices terribles commises dans le passé : l'exploitation et l'extermination de peuples autochtones par des puissances coloniales, ou l'utilisation de millions d'êtres humains traités comme des marchandises par d'autres êtres humains prêts à les transporter et à s'en débarrasser par profit. Plus le temps passe, plus il devient difficile de déterminer qui furent les responsables. Mais les effets demeurent. La douleur et la colère sont encore là. Par l'intermédiaire de leurs descendants, les morts réclament que justice soit faite³. » Les réparations sont dues au nom des injustices du passé, sources d'injustices au présent, et elles s'imposent comme une manière de porter un discours radical sur la mondialisation et les injustices globales entre nord et sud.
- 14 La même année, la loi Taubira en France reconnaît « que la traite négrière transatlantique ainsi que la traite dans l'océan Indien d'une part, et l'esclavage d'autre

part, perpétrés à partir du ^{xv}^e siècle, aux Amériques et aux Caraïbes, dans l’océan Indien et en Europe contre les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes, constituent un crime contre l’humanité ». Certaines associations s’emparent de ce qu’elles interprètent comme la reconnaissance, au moins implicite, d’un droit à réparation et attaquent l’État français en justice en 2005. Quoique le jugement de première instance, le jugement en appel, enfin la décision de la Cour de cassation aient successivement affirmé que la loi Taubira ne fournit pas de fondement juridique à un droit à réparation et que le principe de non-rétroactivité ajouté à la prescription suffisent à conclure qu’aucune réparation n’est légalement due, ces mêmes associations ont porté l’affaire devant la Cour européenne des droits de l’homme qui l’a jugée recevable en février 2020. Aux côtés de cette dimension judiciaire, qui va puiser désormais dans les ressources du droit européen, les demandes de réparations en France, dans les territoires d’outre-mer, et en Europe, prennent des formes multiples, politiques et culturelles, visant une résistance à la violence symbolique et au racisme structurel par le militantisme culturel (Mulot 2003 ; Gordien 2019) et qui prônent une compréhension interne, subjective, voire psychologique, de la « réparation ». Cette multiplicité des formes, internes et externes, de réparations, s’apparente à la stratégie régionale développée notamment dans le célèbre « Plan en dix points » de la Caricom (*Caribbean Community*). Ce plan s’inscrit dans le *Caricom Reparations Justice Program* et a officiellement adressé en 2013 dix demandes aux États européens, anciennes puissances coloniales, parmi lesquelles des excuses officielles, un programme de rapatriement, un programme d’aide au développement, l’annulation de la dette, un transfert de technologie, la création d’institutions culturelles et l’aide à la recherche, mais aussi une aide psychologique.

- 15 Nicole Immler le montre dans le cas des Pays-Bas : son article constate, et propose de cartographier sur un continuum de formes de justice, la diversité des demandes et des manifestations réparatrices – demandes mémorielles, gestes de reconnaissance (commémoration annuelle, mise en place d’un Institut national de la recherche sur l’esclavage, création d’expositions spécifiques dans des musées nationaux, expression d’excuses ou de regrets), mais aussi *self-repair*, ce qui désigne une forme de décolonisation ou de désaliénation mentale, une « guérison » (*healing*), à la fois objectif en soi et condition pour la réconciliation politique. Immler voit dans cette pluralité organisée l’effet d’une réception européenne de l’approche plus « holistique » proposée par le mouvement *Black Lives Matter* né en 2013 dans la communauté afro-américaine.
- 16 *Black Lives Matter*⁴, initialement mobilisé pour lutter contre les violences policières et le racisme systémique aux États-Unis, met explicitement au centre de ses revendications, dès la publication du plan « A Vision for Black Lives » en 2016, les demandes de réparations au titre de l’esclavage parmi les autres modalités de lutte contre l’inégalité et la violence raciales. BLM revendique une approche plus globale des réparations. Les modalités sociopolitiques, économiques, juridiques, sont considérées comme indispensables *ensemble* pour répondre à l’inégalité et l’oppression massives que vivent encore aujourd’hui les Afro-Américains, et au-delà, les Noirs partout dans le monde. Le mouvement a pris de l’ampleur, notamment en Europe lors de l’été 2020 et, sous son influence, un certain nombre de mesures ont été adoptées : par exemple, en Belgique, une commission législative sur le passé colonial a été mise en place et a tenu sa première séance publique le 5 octobre 2020. Si le *momentum* actuel en faveur des réparations leur confère ainsi une actualité en France, en Europe, et au-delà, il est

nécessaire de saisir aussi la profondeur historique des demandes, le long travail de réflexion théorique et de mise en pratique dont elles émanent.

- 17 Ainsi, pour saisir l'objet « réparations » dans sa diversité de formes et d'enjeux mais aussi dans son unité dynamique, un mouvement de va-et-vient entre contextes local, national ou régional et international, ainsi que la mise en relation de disciplines diverses, droit, histoire, anthropologie, sociologie, science politique et philosophie, sont indispensables. C'est à une telle mise en regard que sont conviés les lecteurs et lectrices de ce dossier.

BIBLIOGRAPHIE

ARAUJO, Ana Lucia, 2017. *Reparations for Slavery and the Slave Trade. A Transnational and Comparative History*, London / New York, Bloomsbury.

BALGUY, Jessica, 2020. *Indemniser l'esclavage en 1848 ? Débats dans l'empire français du XIX^e siècle*, Paris, Karthala / CIRESC.

BEAUVOIS, Frédérique, 2013. *Indemniser les planteurs pour abolir l'esclavage ? Entre économie, éthique et politique : une étude des débats parlementaires britanniques et français, 1788-1848, dans une perspective comparée*, Paris, Dalloz.

BESSONE, Magali & Myriam COTTIAS, 2021. *Lexique des réparations de l'esclavage*, Paris, Karthala / CIRESC.

DE GREIFF, Pablo (éd.), 2006. *The Handbook of reparations*, Oxford, Oxford University Press.

GARAPON, Antoine, 2008. *Peut-on réparer l'histoire ? Colonisation, esclavage, Shoah*, Paris, Odile Jacob.

GORDIEN, Ary, 2019. « Subjective Interpretations of the Memory of Slavery. Solving and Expressing Internal Conflicts Through Genealogical Research », dans Lawrence Aje & Nicolas Gachon, *Traces and Memories of Slavery in the Atlantic World*, New York, Routledge, p. 62-83.

KEOUGH, Leyla, 2005. « Moore, Audley ("Queen Mother") », dans Kwame A. Appiah & Henry L. Gates, Jr. (éd.), *Africana. The Encyclopedia of the African and African American Experience*, New York, Oxford University Press, p. 59-60.

MICHEL, Johann, 2017. « Esclavage et réparations. Construction d'un problème public (1998-2001) », *Politique africaine*, n° 146, p. 143-164.

MILLER, Jon & Rahul KUMAR (éd.), 2007. *Reparations. Interdisciplinary Inquiries*, Oxford, Oxford University Press.

MULOT, Stéphanie, 2003. « La trace des Masques. Identité guadeloupéenne entre pratiques et discours », *Ethnologie française*, vol. 33, n° 1, p. 111-122.

THOMAS, Deborah A., 2019. *Political Life in the Wake of the Plantation. Sovereignty, Witnessing, Repair*, Durham, Duke University Press.

TORPEY, John C., 2006. *Making Whole What Has Been Smashed. On Reparations Politics*, Cambridge, Harvard University Press.

NOTES

1. www.kairoscanada.org/wp-content/uploads/2015/06/UN-Joinet-Orentlicher-Principles-Diagram.gif. Voir aussi la page sur les réparations de l'International Center for Transitional Justice : www.ictj.org/our-work/transitional-justice-issues/reparations.
 2. Voici les cinq actes cités dans l'article 2 de la Convention : « a) Meurtre de membres du groupe ; b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ; e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe ».
 3. Allocution prononcée par le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, M. Kofi Annan, Annexe II du *Rapport de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée*, p. 128. Disponible en ligne : www.un.org/french/WCAR/aconf189_12f.pdf.
 4. www.reuters.com/article/us-usa-politics-race/slavery-reparations-sought-in-first-black-lives-matter-agenda-idUSKCN10C3E1.
-

AUTEURS

MAGALI BESSONE

professeure de philosophie politique, université Paris I-Panthéon Sorbonne / Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (UMR 8103), France

ARY GORDIEN

chargé de recherches, CNRS, Laboratoire de recherches sur les cultures anglophones (UMR 8225), France